

# Enfance maltraitée



# Enfance en danger

GUIDE POUR LES ANIMATEURS,  
LES ÉDUCATEURS ET LES  
RESPONSABLES D'ENCADREMENT  
D'ENFANTS ET DE JEUNES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS DU PAS-DE-CALAIS**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

8 voie Bossuet B.P. 960  
62033 Arras Cédex

Tél. 03.21.23.87.87 Fax : 03.21.71.19.70

mél : [dd062@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:dd062@jeunesse-sports.gouv.fr)



# L' ENFANCE MALTRAITÉE

## DÉFINITION

« C'est l'enfant qui est victime de violences physiques, cruauté mentale, abus sexuels, négligences lourdes ayant des conséquences graves sur son développement physique et psychologique » (cf. ODAS)

## QUELQUES CONSTATS

Selon les chiffres de l'Observatoire National de l'Action Sociale on recense chaque année en France:

- **6600 cas de violences physiques ;**
- **5500 cas d'abus sexuels ;**
- **1400 cas de violences psychologiques.**

Cela représente **13500 enfants maltraités soit 40 agressions de mineurs par jour.**

Concernant les agressions sexuelles, les enquêtes sur la population française font état **qu'avant d'atteindre l'âge de 18 ans, 1 enfant sur 20 a subi, ou subira, des agressions sexuelles répétées.**

## LES CONSÉQUENCES POUR L'ENFANT

Les agressions d'enfant, au-delà des conséquences physiques graves sur son développement et sur son état général de santé provoquent **des ravages psychologiques pouvant conduire jusqu'au suicide.**

Ces conséquences sont considérablement aggravées lorsque la réalité des faits n'a pas été prise en considération et que l'auteur n'a pas été sanctionné.

## L'ACTION DE L'ENSEMBLE DES ACTEURS DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

En tant qu'animateur, éducateur et / ou responsable d'encadrement d'enfants et de jeunes dans le milieu sportif ou socio-éducatif, vous avez un rôle primordial à jouer dans la protection de l'enfant. Au contact quotidien d'enfants, dans votre activité professionnelle ou bénévole et par la connaissance que vous avez des jeunes, vous êtes à même de détecter leurs souffrances et d'éventuelles maltraitances.

**La protection de l'enfant est donc l'affaire de tous.**

Ce guide, non exhaustif, vous apporte les éléments essentiels et indispensables pour lutter contre la maltraitance à enfants.



# REPERES JURIDIQUES

## OBLIGATION DE SIGNALEMENT

L'article L.434-3 du Code pénal stipule que « **le fait, pour quiconque ayant eu connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'atteintes sexuelles infligées à un mineur** de quinze ans ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge(...), **de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives, est puni de trois ans d'emprisonnement** et de 45 000 euros d'amende. »

### maltraitée ATTEINTES SEXUELLES

#### - AGRESSIONS SEXUELLES

##### LE VIOL

Les articles 222-23 à 222-26 du Code pénal rendent le viol sur mineur passible de 20 ans de réclusion criminelle.

Un acte de pénétration sexuelle avec un mineur de moins de quinze est toujours qualifié de viol.

##### AUTRES AGRESSIONS SEXUELLES

Les articles 222-27 à 222-31 du Code pénal rendent les faits d'attouchements sexuels commis avec violence, menace ou surprise, sans acte de pénétration sexuelle passible de 10 ans de réclusion criminelle.

La loi réprime avec la même vigueur les agressions commises par la famille, par un membre du personnel d'un établissement, ou par un groupe.

#### - AUTRES ATTEINTES SEXUELLES

Les articles 227-25 à 227-27 du Code pénal rendent les faits d'attouchements sexuels commis par un majeur sur un mineur de quinze ans sans violence, contrainte, menace ni surprise passibles de 10 ans d'emprisonnement

### BIZUTAGE

Les articles 225-16-1 à 225-16-2 du Code pénal stipulent que « hors des cas de violences, de menaces, ou d'atteintes sexuelles, le fait pour une personne d'amener

autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire et socio

éducatif », est puni de un an d'emprisonnement.

Les faits punissables peuvent être ceux commis dans les centres de vacances et



# CONDUITE A TENIR

## RESTER VIGILANT

POUR REPÉRER D'ÉVENTUELS SIGNAUX D'ALERTE :  
TRACES DE COUPS, BRÛLURES, BLEUS, FRACTURES À RÉPÉTITION...



## ÉCOUTER LES ENFANTS

ET CRÉER UN CLIMAT DE CONFIANCE  
PERMETTANT À L'ENFANT DE SE CONFIER FACILEMENT

## CROIRE LA PAROLE DE L'ENFANT

UN ENFANT N'AFFABULE PAS LORSQU'IL TENTE DE VOUS  
FAIRE PART DE SES PROBLÈMES.

Enfance  
maltraitée

## SIGNALER AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES

PLUS QU'UN DEVOIR PROFESSIONNEL, IL S'AGIT D'UNE OBLIGATION LÉGALE.  
IL FAUT TOUJOURS AVOIR À L'ESPRIT QUE VOTRE SIGNALEMENT SERA TRAITÉ  
PAR DES PERSONNES COMPÉTENTES ET QU'ELLES AGIRONT TOUJOURS  
DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT.

## NE PAS HÉSITER À EN PARLER À VOTRE RESPONSABLE

OU À D'AUTRES PERSONNES COMPÉTENTES AUTOUR DE VOUS.  
IL S'AGIT DE VOUS FAIRE UNE OPINION LA PLUS JUSTE POSSIBLE.

Enfance  
en danger

**ASSUREZ-VOUS** QUE LES PERSONNES AU CONTACT DES ENFANTS N'ONT PAS  
FAIT L'OBJET D'UNE **INCAPACITÉ D'EXERCER** UNE ACTIVITÉ BÉNÉVOLE OU  
PROFESSIONNELLE IMPLIQUANT UN CONTACT HABITUEL AVEC DES MINEURS.

TOUS LES RESPONSABLES D'ÉTABLISSEMENTS OU D'ASSOCIATIONS VEILLERONT À DEMANDER AUX SALARIÉS  
OU AUX BÉNÉVOLES DONT ILS ONT LA CHARGE LE BULLETIN N°3 DU CASIER JUDICIAIRE.

DE PLUS, ILS VEILLERONT À PRENDRE CONTACT AVEC LA DDJS POUR S'ASSURER QUE CES MÊMES  
PERSONNES NE SONT PAS SOUS LE COUP D'UNE MESURE ADMINISTRATIVE D'INTERDICTION.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE, **CONTACTEZ**  
**L'UNITÉ TERRITORIALE D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE**  
**(UTASS) DE VOTRE ARRONDISSEMENT.**

**POUR OBTENIR SES COORDONNÉES : 03.21.21.64.16 ou 03.21.21.64.17**



# CONDUITE A NE PAS TENIR

Enfance  
maltraitée



## VOUS TAIRE

PAR PEUR DE VOS INCERTITUDES, D'ENTACHER L'INSTITUTION,  
D'AUGMENTER LES DIFFICULTÉS DE LA FAMILLE, ...

Enfance  
en danger

**MENER DES INVESTIGATIONS.** CE N'EST EN AUCUN CAS DE VOTRE  
RESPONSABILITÉ ET CELA RELÈVE DE LA TÂCHE DES SERVICES COMPÉTENTS.

**EBRUITER OU DIVULGUER DES ÉVÈNEMENTS**  
CONCERNANT UN ENFANT À D'AUTRES PERSONNES QUE  
LES SEULS SERVICES COMPÉTENTS.  
**VOUS ÊTES TENU AU DEVOIR DE RÉSERVE.**

Enfance  
maltraitée

## CRÉER UNE SITUATION AMBIGUË.

NE PAS S'ISOLER SANS RAISON AVEC UN ENFANT SANS PRÉVENIR  
L'ORGANISATION DONT VOUS DÉPENDEZ.

NE PAS ENTRER DANS LES VESTIAIRES ET LES SANITAIRES  
SANS AVERTIR LES ENFANTS.

NE PAS LAISSER SE DÉVELOPPER DES JEUX À CONNOTATION SEXUELLE.

NE PAS TENIR DES PROPOS À CARACTÈRE SEXUEL...



**VOUS RENDRE COUPABLE DE CRIMES OU DÉLITS**  
SUR UNE OU DES PERSONNES DONT VOUS AVEZ LA CHARGE.

Enfance  
en danger



# LE SIGNALEMENT

**TOUTE PERSONNE QUI A CONNAISSANCE D'UNE SITUATION DE MALTRAITANCE D'UN ENFANT METTANT EN CAUSE UN ADULTE, LA FAMILLE, UN RESPONSABLE, UN ANIMATEUR, D'AUTRES ENFANTS, ETC... DOIT LA SIGNALER AUX AUTORITÉS JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES.**

## A QUI FAIRE LE SIGNALEMENT ?

Situation de maltraitance :

**- Cas où les faits sont avérés et nécessitent une intervention d'urgence :**

Information signalante par téléphone, avec une confirmation par écrit, soit au PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE du tribunal de grande instance de votre arrondissement, soit à la GENDARMERIE ou à la POLICE.

Un double de l'information signalante devra être transmis au bureau de la coordination à l'enfance maltraitée du Conseil Général du Pas-de-Calais.

**- Cas où des doutes subsistent :**

Information signalante par écrit ou oralement au bureau de la coordination à l'enfance maltraitée du Conseil Général du Pas-de-Calais.

**ou**

Information signalante par téléphone au numéro vert : **119** «*Allo Enfance maltraitée*»

**- Cas où l'enfant a subi des violences commises à l'intérieur même d'une structure de Jeunesse, de Loisirs ou de Sport :**

Information signalante impérative au Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports.

## COMMENT EFFECTUER LE SIGNALEMENT ?

Pour signaler, transmettre la fiche d'information signalante jointe à ce guide ou, à défaut, transmettre un courrier libre en indiquant au minimum

- votre nom, prénom, adresse, téléphone
- le nom, prénom, adresse de l'enfant victime de maltraitance



# ADRESSES

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Résidence Saint Pol  
8 voie Bossuet – BP 960 – 62033 Arras Cedex  
03 21 23 87 87

## CONSEIL GENERAL

Bureau de la coordination à l'enfance maltraitée  
Rue Ferdinand Buisson – 62018 ARRAS Cédex 9  
03.21.21.64.16 ou 03.21.21.64.17

## PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE L'ARRONDISSEMENT

ADRESSE ET TÉL : .....

## LA GENDARMERIE LA PLUS PROCHE :

ADRESSE ET TÉL : .....

## LE COMMISSARIAT DE POLICE LE PLUS PROCHE :

ADRESSE ET TÉL: .....

« ALLO ENFANCE MALTRAITEE » 119





13 500 MINEURS  
VICTIMES DE  
MALTRAITANCES  
ET DE VIOLENCES  
SEXUELLES  
PAR AN

En France, la loi prévoit jusqu'à :

- 20 ans de réclusion criminelle pour le viol commis sur mineur
- 10 ans d'emprisonnement pour les attouchements sexuels commis sur mineur
- 7 ans d'emprisonnement pour la corruption d'un mineur

Au nom de la loi  
Au nom des enfants

SE TAIRE,  
C'EST  
LAISSER  
FAIRE.

Appelez le 119



Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur  
Ministère de l'Enseignement Supérieur  
Ministère de l'Enseignement Supérieur  
Ministère de l'Enseignement Supérieur



Assemblée Nationale

Photo: 119 Education/Photo 119